


Vendredi 2 avril 2021, Montreuil

## Opération escargot sur l'ambition de la prochaine PAC



Aujourd'hui, une frange des agriculteurs, certains producteurs de grandes cultures, manifeste bruyamment, pour faire connaître ses revendications pour la réforme de la Politique Agricole Commune (PAC). La plateforme Pour une autre PAC, regroupant 46 organisations paysannes, de protection de l'environnement et du bien-être animal, de solidarité internationale et de citoyens-consommateurs, fait part de sa très vive opposition aux revendications exprimées par cette partie de la profession agricole, dénonce leur tentative d'affaiblissement dramatique de l'ambition de la réforme de la PAC et s'inquiète de l'écho que pourrait trouver leur démarche dans les décisions gouvernementales imminentes sur ce dossier.

### Une portion congrue des agriculteurs tente d'imposer ses intérêts au détriment de l'intérêt général

Les organisations professionnelles agricoles à l'origine des actions du jour jouent de leur pouvoir de nuisance disproportionné par rapport à leur réelle représentativité. Rappelons que les producteurs de céréales, maïs, betteraves et oléo-protéagineux qui manifestent ce jour ne représentent au mieux que 17% des fermes françaises, ce qui équivaut à 0,1% de la population française, et donc des contribuables et consommateurs ! Pourtant, elles semblent considérer qu'il est parfaitement légitime de faire primer leurs intérêts économiques de court terme sur l'intérêt de la majorité des agriculteurs et sur l'intérêt général. Concrètement, leurs demandes consistent à maximiser la part du budget de la PAC qui leur reviendrait au détriment de l'élevage en plein air ou de la production de fruits et légumes, à privilégier les grandes fermes plutôt que les petites et moyennes et à supprimer toute incitation à une amélioration de leurs pratiques. Ces demandes constituent un affaiblissement dramatique du niveau d'ambition attendu pour la réforme de la PAC et même un recul par rapport à la PAC actuelle. Elles sont absolument incompatibles avec la totalité des défis économiques, sociaux et environnementaux auxquels la prochaine PAC doit répondre.

### Des arbitrages gouvernementaux imminents

Le calendrier des organisateurs de ces opérations escargot n'a pas été choisi au hasard : les tout prochains jours vont être décisifs pour les grands arbitrages gouvernementaux concernant la réforme de la PAC. L'histoire récente nous permet d'être réellement inquiet : ce sont ces mêmes acteurs qui ont obtenu la réautorisation des néonicotinoïdes, entre autres choses. Or les prises de parole récentes de Julien Denormandie, ministre de l'agriculture et de l'alimentation, laissent entendre qu'il est encore particulièrement à l'écoute de leur discours. Il est donc impératif que le Premier ministre, à qui reviendra l'arbitrage interministériel sur ce dossier, ne se laisse pas berner par les promesses de souveraineté alimentaire ou de verdissement miraculeux de l'agriculture française faites par son ministre de l'agriculture.

### De nombreux acteurs de la transition font des propositions constructives pour la réforme de la PAC

La plateforme *Pour une autre PAC* a pourtant soumis au gouvernement des propositions techniquement faisables et à même d'enclencher une transition agroécologique massive de l'agriculture française, tout en la remettant au service de notre souveraineté alimentaire. Pour autant, malgré la représentativité de notre plateforme inter-organisation, autrement plus importante que celle des manifestants du jour, notre voix et notre légitimité ne semblent pas être prises en compte dans les négociations. Nous en appelons donc au Premier ministre, Jean Castex, pour adopter un regard critique sur les propositions d'arbitrages qui lui seront soumises par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation et pour intégrer dans ses choix les demandes formulées par nos 46 organisations en faveur d'une réforme en profondeur de la PAC, mise aux services de tous les citoyens et d'une majorité de paysans.

**Contact presse : Michael Luzé, Relations Presse : 06 63 63 40 08**

En savoir plus : [www.pouruneautrepac.eu](http://www.pouruneautrepac.eu) et sur [@pouruneautrepac](https://twitter.com/pouruneautrepac)